



**PRÉFÈTE
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail,
des Solidarités et de la Protection des Populations
des Deux-Sèvres**

Service Environnement Biologique
30, rue de l'Hôtel de Ville
CS58434
79024 Niort

Niort, le 30/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAVIO JEAN CHARLES

11 chemin de la prairie

AVAILLES SUR CHIZE

79170 Chizé

Références : 2024-03712
Code AIOT : 0007210820

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement SAVIO JEAN CHARLES implanté 11 chemin de la prairie AVAILLES SUR CHIZE 79170 Chizé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVIO JEAN CHARLES
- 11 chemin de la prairie AVAILLES SUR CHIZE 79170 Chizé
- Code AIOT : 0007210820
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

À ce jour et au titre des ICPE, le site d'exploitation bénéficie de l'arrêté préfectoral n°4587 daté du 24 novembre 2006 pour l'exploitation d'une pisciculture.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Passe à poissons	Arrêté Préfectoral du 13/06/2005, article 10	Demande d'action corrective	6 mois
13	Sécurité	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 13/06/2005, article 2	Sans objet
3	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 4	Sans objet
4	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 5	Sans objet
5	Débit dérivé	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Sans objet
6	Pompages	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8	Sans objet
7	Bassins d'élevage des poissons	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9	Sans objet
8	Produits de nettoyage, de désinfection, de traitement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11	Sans objet
9	Eaux rejetées dans le cours d'eau ou le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14	Sans objet
10	Paramètres des eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	Sans objet
11	Épandage	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16	Sans objet
12	Poissons morts	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	Sans objet
14	Dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Sans objet
15	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22	Sans objet
16	Registre du débit dérivé	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23	Sans objet
17	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bilan globalement conforme au vu des éléments constatés.

La mise en place de la passe à anguilles devra être régularisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2005, article 2
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Capacité de production
Constats : Présence des registres élevage 2023 et 2024. En 2023, la production annuelle s'est établie à environ 25 tonnes de truites selon les données fournies par le pisciculteur et 11 tonnes depuis le début de l'année 2024, soit des tonnages inférieurs à la capacité autorisée de 27 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Passe à poissons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2005, article 10
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée :

La pisciculture ne constitue pas un obstacle pour la circulation du poissons dans le Beth affluent de la Boutonne. Une passe à anguilles est aménagée afin d'établir la libre circulation de ce poisson migrateur dans le cours d'eau conformément au dispositif défini en page 68 du dossier d'autorisation.

Il n'y a pas d'obligations réglementaires. La Boutonne est classée au titre de l'article L.432-6 du Code de l'Environnement, sans liste d'espèce.

Constats :

Absence de passe à anguilles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant se rapproche des différents services administratifs gestionnaire de la problématique eau (ITAVI, syndicat des rivières, DDT, OFB, ...) afin de déterminer la nécessité de cette passe à anguille. Si la réponse est positive, une passe à anguilles devra être mise en place. Post contrôle, l'exploitant a transmis un mail (en date du 23 décembre 2024) indiquant qu'il a contacté le syndicat des rivières et le service ITAVI et qu'un mail doit leur être envoyé avant d'avoir une réponse de leur part.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 4

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou locaux habituellement occupés par des tiers, stades ou terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables au tiers ;
- à au moins 3 kilomètres en amont ou en aval d'une pisciculture existante implantée sur le même cours d'eau (cette distance se mesure immédiatement en amont de la prise d'eau ou immédiatement en aval du rejet, le long de l'axe du cours d'eau) ;
- dans un rayon d'au moins 1 kilomètre d'une pisciculture située sur le même bassin versant.

Constats :

Absence de tiers à moins de 100 m du site d'exploitation.

Absence de pisciculture à au moins 3 km en amont ou en aval sur le même cours d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 5

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 4 ne s'appliquent qu'aux nouveaux ouvrages ou bâtiments ou à leurs annexes nouvelles dans le cas des extensions des installations existantes. Elles ne s'appliquent pas lorsqu'un exploitant doit, pour mettre en conformité son installation avec les dispositions du présent arrêté, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment ou un ouvrage de même capacité.

Constats : Absence de modification d'ouvrage depuis AP 4587 du 24 novembre 2006 pour le site de production.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Débit dérivé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
<p>Prescription contrôlée : Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ; - les prélèvements d'eau associés. <p>L'arrêté d'autorisation fixe le niveau de prélèvement autorisé et, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau.</p> <p>L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Mode de dérivation : En amont de la pisciculture est installée un ouvrage de répartition pour pourvoir en eau les bassins d'élevage. Les eaux sont dirigées dans l'installation par une sous-verse. En période de hautes eaux, les eaux passent en sous-vers pour alimenter la pisciculture, le trop plein est évacué par sur-vers dans le bras du Beth. En période d'étiage, un système de pompage permet de renvoyer l'eau de sortie en entrée de pisciculture. Une pompe de 60 m³/h, située en aval de la pisciculture achemine les eaux vers le dispositif de recirculation avec un dispositif d'oxygénation.</p> <p>Réseau d'admission : Des grilles fixes sont installées en entrée et sortie de pisciculture et à l'entrée et en sortie de chaque bassin afin d'assurer la fonction d'enclos piscicole.</p> <p>Présence d'une échelle graduée permettant de vérifier le débit dérivé.</p> <p>Présence à l'article 8 de l'AP 4587 d'un débit réservé de 26 l/s (entre entrée et sortie pisciculture).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Pompages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
<p>Prescription contrôlée : Si la pisciculture est alimentée en eau à partir d'un forage en nappe, d'un pompage en cours d'eau ou d'une source le cas échéant, l'ouvrage de raccordement est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour. L'exploitant met en place un compteur d'eau sur</p>

la conduite d'alimentation ou dispose d'un système ou d'une méthode d'évaluation des volumes prélevés.

L'arrêté d'autorisation fixe les niveaux de prélèvements ainsi que les prescriptions nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages de prélèvement.

Les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur d'eau ou issu du système ou de la méthode d'évaluation des volumes prélevés à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Sans préjudice des mesures prévues par le code minier, la réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Constats :

Pas de forage sur l'exploitation.

L'alimentation en eau se fait par une dérivation du Beth.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bassins d'élevage des poissons

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les bassins contenant les poissons sont conçus, nettoyés et entretenus de manière à éviter la sédimentation excessive des matières en suspension. Les boues et autres déchets sont récoltés et stockés dans une structure étanche.

Lorsque les bassins de l'installation sont conçus et exploités de telle manière qu'ils puissent être vidés, nettoyés et désinfectés, ces opérations ne doivent pas avoir de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière.

Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues et évitent tout départ de boues vers le cours d'eau.

Constats :

Tous les bassins sont en béton.

Entretien et nettoyage régulier de ces bassins (deux fois par jour).

Absence de sédimentation excessive au fond des bassins.

Pas de production de boues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Produits de nettoyage, de désinfection, de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur.

Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Constats :

Sol bétonné sur toutes les aires de stockages de produits.

Absence de produits liquides dangereux pour l'environnement stockés sur le site.

Les seuls produits de traitement pour les poissons stockés sur le site sont des produits solides (sulfate de cuivre et chloramine T).

Si ces produits sont répandus de façon accidentelle sur le sol, un nettoyage est effectué à l'aide d'une balayette.

Un seuil démontable peut être positionné à l'entrée du bâtiment de stockage si nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Eaux rejetées dans le cours d'eau ou le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixées à l'article 15.

Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Lorsque le rejet ne peut pas s'effectuer en un point unique, l'arrêté d'autorisation précise le nombre de points de rejet utilisés.

[...]

Constats :

Présence des valeurs limites de rejet sur l'AP 4587 à l'article 12.

Les points de rejet sont définis sur l'AP 4587 à l'article 12.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Paramètres des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : <p>1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau.</p> <p>2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5.</p> <p>3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place.</p> <p>4. L'arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont/aval.</p> <p>5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH₄⁺, NO₂⁻, PO₄³⁻ et DBO₅), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu.</p> <p>Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH₄⁺, NO₂⁻, PO₄³⁻ et DBO₅ ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :</p> <ul style="list-style-type: none">- MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg/l ;- NH₄⁺ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH₄⁺) ne dépasse pas 0,5 mg/l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/l ;- NO₂⁻ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg/l ;- PO₄³⁻ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/l ;- DBO₅ (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg/l. <p>[...]</p>
Constats : <p>Présence des résultats d'analyses des eaux de rejet de la pisciculture sur 2023 et 2024.</p> <p>Respect des VLE fixées par l'AMPG et AP 4587 sur la période contrôlée (2023, 2024).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : <p>Lorsque les boues sont récupérées à partir des bassins et du système épuratoire, celles-ci peuvent être soumises à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal et épandues sur des terres agricoles, éventuellement après compostage ou toute autre méthode autorisée.</p> <p>Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles cadastrales qui pourront faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il démontre que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises</p>

à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- identification des parcelles (références cadastrales et surface totale et épandable) regroupées par exploitant ;
- identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- systèmes de culture envisagés (culture en place et principales successions) ;
- caractérisation des effluents à épandre (nature, quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique dont leur teneur en azote et en phosphore avec indication du mode d'évaluation de cette teneur [analyses ou références]) ;
- doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de cultures en utilisant des références locales ;
- calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.

Les boues doivent être épandues sur le même bassin versant ou un autre bassin versant sous réserve de l'accord des services compétents.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition des services d'inspection compétents.

Une solution alternative d'élimination ou de valorisation des boues est prévue pour remédier à une impossibilité temporaire ou définitive d'épandage.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

[...]

Constats :

Absence de boues sur le site donc absence d'épandage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Poissons morts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Constats :

Les cadavres de poisson sont emballés dans des sacs plastiques, placés dans une enceinte réfrigérée à température négative en l'attente d'être enlèvement vers le zoo de CHIZE.

Présence de bons de livraison de poissons morts entre la pisciculture et le ZOODYSEE de CHIZÉ.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20
Thème(s) : Élevage, Sécurité – Incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur. Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.
Constats : Absence de rapport de vérification des installations électriques. Post visite, l'exploitant a contacté son électricien et a transmis une attestation de passage pour janvier 2025. Présence d'extincteur placé à proximité de l'armoire électrique. Présence du dernier rapport de vérification de l'extincteur. Présence d'une procédure écrite d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu la transmission du rapport de vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Dossier ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; - les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosier-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ; - les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ; - le cahier d'épandage, le cas échéant. Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : Présence d'un registre d'élevage. Présence des plans tenus à jour du site. Présence des résultats des différentes analyses effectuées sur la surveillance des rejets. Présence des relevés d'estimation du débit dérivé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Lorsque les boues sont valorisées par épandage sur des terres agricoles, un cahier d'épandage est tenu à jour sous la responsabilité de l'exploitant. Ce cahier est mis à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans. Il comporte les dates d'épandages, les volumes d'effluents, les quantités d'azote et de phosphore épandues, les parcelles réceptrices et la nature des cultures en précisant celles mises à disposition par des tiers et leur identité et adresse, l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les boues épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation. Le cahier d'épandage comprend, le cas échéant, un bordereau cosigné par l'exploitant producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi à chaque livraison.
Constats : Absence de boues sur le site donc absence d'épandage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Registre du débit dérivé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : AP4587 art 8, débit dérivé de 26 l/s. AP4587 art 13, périodicité : <ul style="list-style-type: none">• de mai à octobre : 2 fois par mois ;• de novembre à avril : 2 fois. Présence de suivi du débit réservé. Présence d'un registre de suivi des résultats.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées. Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH ₄ ⁺) et du paramètre nitrites (NO ₂ ⁻). La fréquence d'analyse de ces paramètres est

d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées.

Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet.

La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an.

Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.

Constats :

Présence des rapports d'analyses effectuées par un laboratoire officiel.

Type de suites proposées : Sans suite